

La Cellule Économique de Bretagne vous propose ce document mensuel présentant d'une part le niveau actuel d'activité de l'ensemble de la filière Construction et, d'autre part, les perspectives pour demain, tant du côté de la commande publique que de la commande privée.

## ● ENVIRONNEMENT MACRO-ÉCONOMIQUE

D'après la dernière note de conjoncture de la Banque de France (début avril 2023), « Sur le premier trimestre 2023, l'activité s'est montrée résiliente. Dans le bâtiment, l'activité s'améliore, essentiellement grâce au dynamisme du second œuvre. Ce résultat s'avère meilleur que les anticipations formulées par les chefs d'entreprise le mois dernier. Pour le mois d'avril, les chefs d'entreprises du bâtiment anticipent un repli de l'activité dans le gros œuvre comme dans le second œuvre.

Depuis mi-2022, l'opinion sur la situation des carnets de commandes dans le bâtiment est dégradée. Cette situation est imputable au gros œuvre, qui pâtit du net recul des ventes de maisons neuves individuelles ; les carnets du second œuvre sont en revanche stables depuis dix mois, en lien avec l'activité de rénovation énergétique.

Les difficultés d'approvisionnement continuent à diminuer dans le bâtiment en mars (20% après 24%). Au niveau des difficultés de recrutement, elles sont stables, autour de 52% pour l'ensemble des secteurs, y compris le secteur du bâtiment. Les hausses de prix de produits finis ralentissent dans le bâtiment en mars 2023 : 29% des entreprises du bâtiment déclarent avoir augmenté leurs prix ce mois-ci contre 54% en mars 2022.

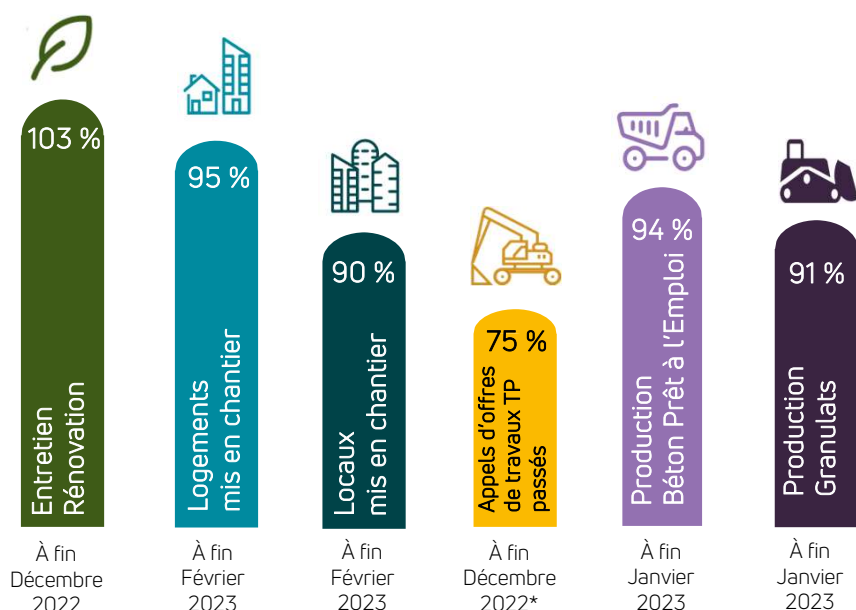
Selon les estimations issues de l'enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France, complétées par d'autres indicateurs, le PIB serait en hausse de 0,2% au 1er trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. »

## ● VUE D'ENSEMBLE FILIÈRE CONSTRUCTION EN BRETAGNE

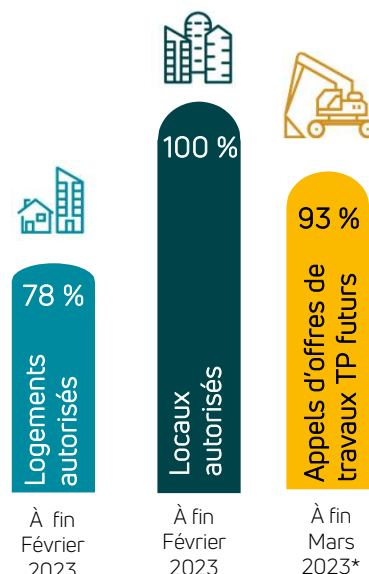
Niveau d'activité 2022 et 2023 cumul 12 mois sauf \* mois 2023 par rapport à la moyenne des même mois 2018-2019.

Unité : taux d'avancement | Traitement : Cellule Economique de Bretagne | Sources : SDES, GIE Réseau des CERC, FRB, FRTP, UNICEM, Vecteur Plus

### Niveau d'activité aujourd'hui



### Perspectives d'activité pour demain



# ● Quel niveau d'activité aujourd'hui ? POUR LES ENTREPRISES DU BÂTIMENT

## ● Activité entretien-rénovation

**+ 2,7 % de l'activité entretien-rénovation au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021**

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022, l'activité entretien-rénovation en Bretagne reste orientée à la hausse : + 2,7 % globalement par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021. La hausse est, ce trimestre, quasi identique sur le marché de la rénovation des logements (+ 2,7 %) que sur celui des bâtiments non résidentiels (+2,6 %). Cette progression plus importante de l'activité de rénovation des logements n'a pas été observée depuis le deuxième trimestre 2021.

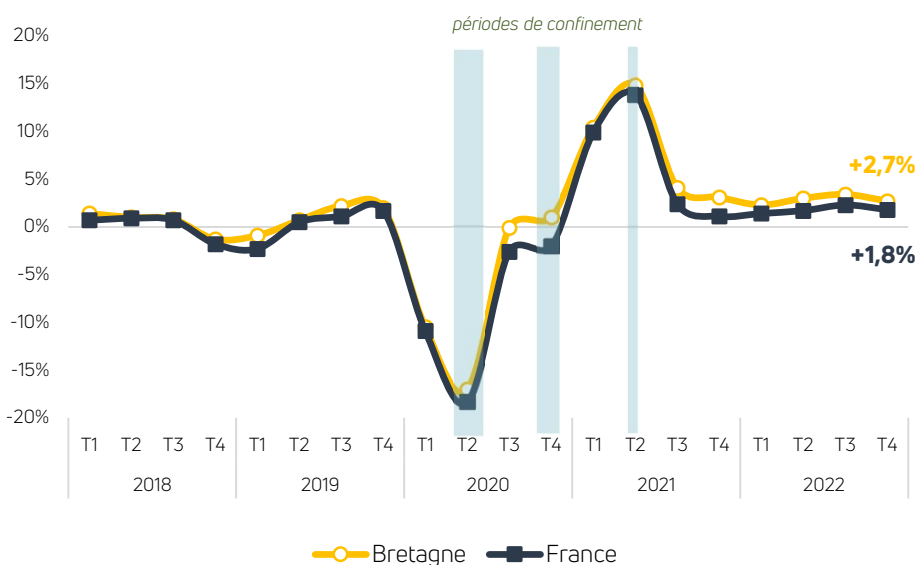
Les évolutions régionales restent également meilleures que celles au niveau national (+ 1,8 %). Ce trimestre, la Bretagne arrive à la 3<sup>ème</sup> place des régions les plus dynamiques à égalité avec la Normandie et l'Auvergne-Rhône-Alpes (+2,7 % respectivement), derrière Centre-Val de Loire (+ 2,8 %) et les Pays de la Loire (+ 3,2 %).

**+ 3,1% de l'activité entretien-rénovation en 2022 par rapport à 2021**

Le bilan de l'année 2022 est orientée à la hausse : + 3,1 % globalement par rapport à l'année 2021, plus qu'au niveau national (+1,8 %).

### Évolution de l'activité entretien-rénovation Bâtiment (en volume)

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



\* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Source : FFB - Enquête Cellule Economique de Bretagne, Réseau des CERC

## ● Les éco-prêts à taux zéro

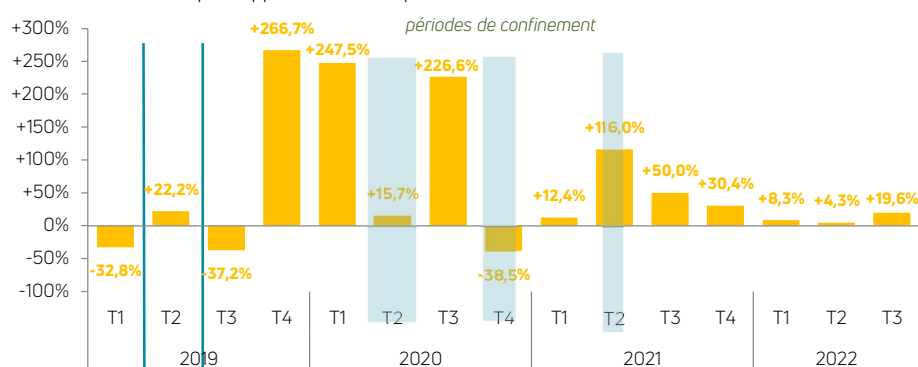
**+ 19,6 % d'éco-prêts émis au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022 par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2021**

1 719 éco-prêts à taux zéro (éco-PTZ) ont été émis au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022 en Bretagne contre 1 437 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2021.

NB : ce sont les modifications d'attribution des éco-PTZ intervenues au 1<sup>er</sup> mars 2019 et au 1<sup>er</sup> juillet 2019 (suppression bouquets de travaux, élargissement à tous les logements...) qui expliquent les évolutions importantes fin 2019 et en 2020.

### Evolution des éco-prêts à taux zéro

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SGFGAS

Suppression conditions bouquets de travaux

Extension à tous les logts achevés depuis plus de deux ans, aux travaux d'isolation des planchers bas, durée d'emprunt uniformisée à 15 ans

# Quel niveau d'activité aujourd'hui ? POUR LES ENTREPRISES DU BÂTIMENT

## Les mises en chantier de logements neufs

**- 4,6 % de logements  
mis en chantier**

cumul 12 mois à fin février 2023

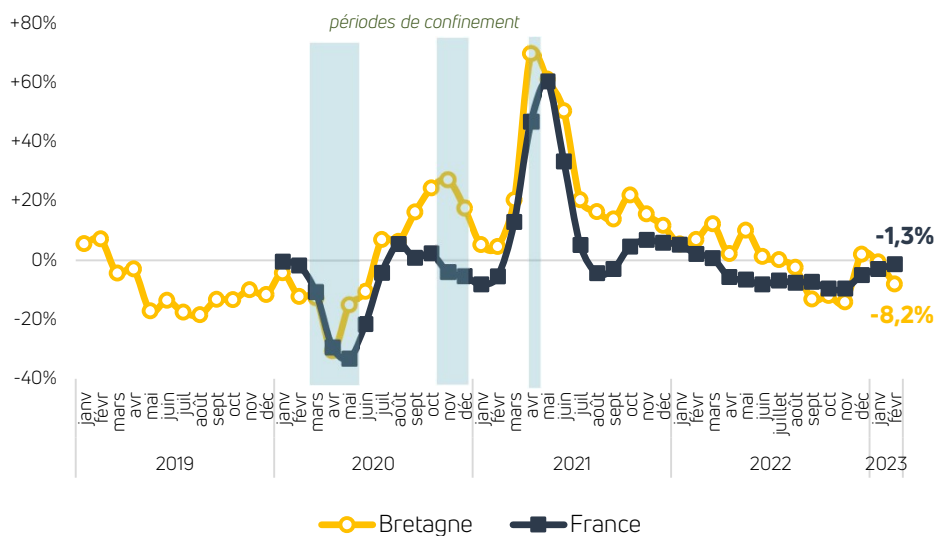
Au cours des trois derniers mois (décembre 2022 – février 2023), le nombre de logements mis en chantier est en diminution de 8,2 % en Bretagne par rapport à la période de décembre 2021 à février 2022. La dégradation enregistrée le mois dernier perdure et s'amplifie donc en Bretagne. Au niveau national, la situation reste dégradée depuis plusieurs mois (-1,3%), mais moins qu'en Bretagne.

En cumul 12 mois à fin février 2023, le nombre de logements mis en chantier en Bretagne est toutefois inférieur de 4,6% par rapport au niveau des 12 mois précédents. Ce recul touche l'ensemble des marchés.

Au niveau national, la baisse reste plus prononcée (-6,3%) qu'en Bretagne, de façon plus marquée sur le marché du collectif.

Evolution du nombre de logements mis en chantier sur trois mois glissants par rapport aux mêmes mois de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin février 2023

## Les mises en chantier de locaux neufs

**- 10,4 % de locaux  
mis en chantier**

cumul 12 mois à fin février 2023

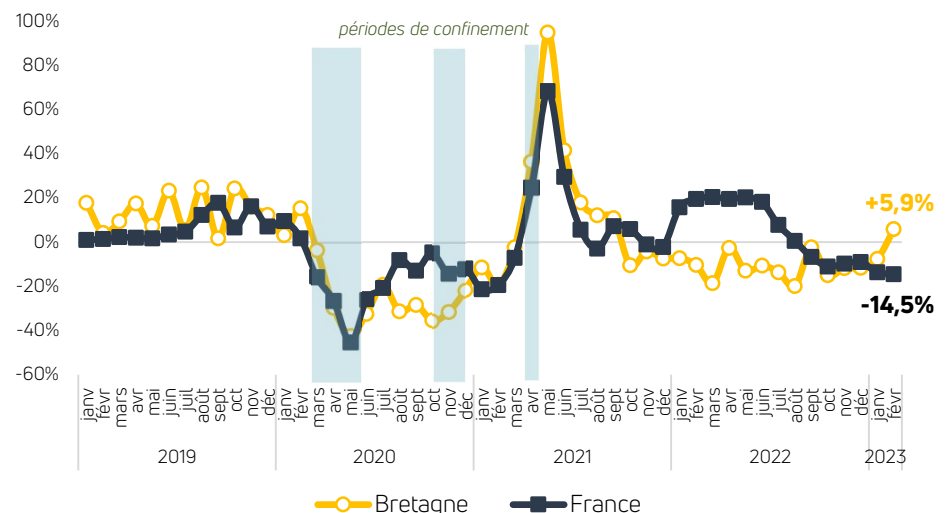
Au cours des trois derniers mois (décembre 2022 – février 2023), les surfaces mises en chantier sont orientées à la hausse en Bretagne (+5,9%) par rapport à la période de décembre 2021 à février 2022. Au niveau national, la situation continue de se détériorer (-14,5%) par rapport à la période décembre 2021 – février 2022).

A fin février 2023, sur 12 mois glissants, 1,61 million de m2 de bâtiments non résidentiels ont été mis en chantier en Bretagne, en baisse de 10,4 % par rapport aux douze mois précédents. Ce recul est plus marqué qu'au niveau national (-1,4%).

En Bretagne, les investissements sont en baisse sur la majorité des marchés, notamment sur le marché des bâtiments agricoles. Toutefois, ils restent dynamiques sur le marché des commerces (sur un rythme moins soutenu que le mois dernier) et la bonne orientation s'est accentuée ce mois-ci sur le marché des entrepôts. Les investissements en équipements publics restent par contre dégradés.

Evolution des surfaces mises en chantier de locaux sur trois mois glissants par rapport aux mêmes mois de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date de prise en compte

# ● Quel niveau d'activité aujourd'hui ? POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS

## ● Opinion des chefs d'entreprise de TP sur leur activité

### - 20 % de solde d'opinion sur l'activité du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022

L'opinion des chefs d'entreprise bretons sur leur activité au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 reste dégradée. Les chefs d'entreprise sont plus nombreux qu'il y a trois mois à indiquer une activité en baisse.

Dans le détail, au 4<sup>ème</sup> trimestre, l'activité récente auprès des collectivités locales s'est fortement détériorée par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022.

Au niveau national, l'opinion des chefs d'entreprise sur leur activité des trois derniers mois s'améliore (+8 de solde d'opinion au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022). La Bretagne, avec quatre autres régions (Centre-Val de Loire, Normandie, Pays de la Loire et Occitanie), sont les régions à enregistrer un solde d'opinion négatif.

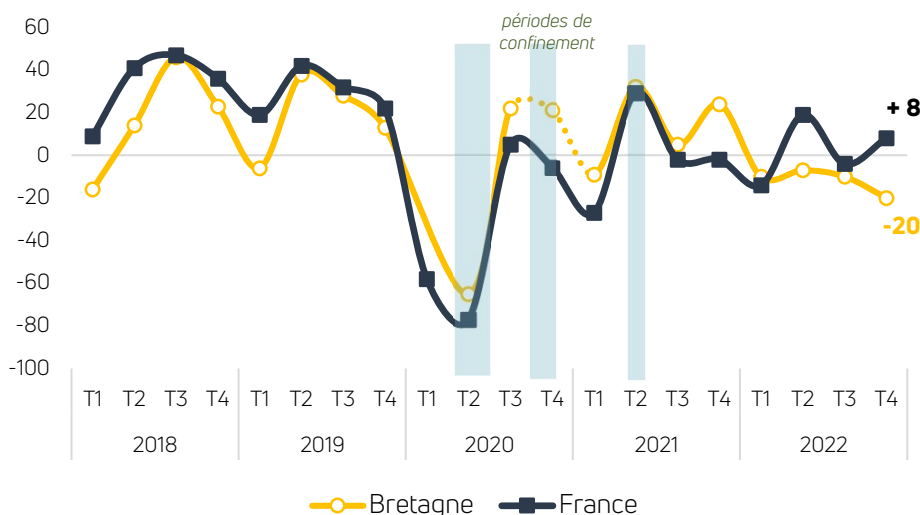
### 94 % des entreprises bretonnes de Travaux Publics estiment être limitées dans leur capacité de production à la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022

En Bretagne, les principaux facteurs qui limitent la production sont :

- Comme au trimestre précédent, la pénurie de main d'œuvre qui pénalise fortement la production (pour 48 % des entreprises bretonnes au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022).
- L'insuffisance de la demande est citée comme 2<sup>ème</sup> facteur limitant (47 %), devançant les conditions climatiques (22 %). Les contraintes financières apparaissent également dans le classement des facteurs limitants (17 %).

### Evolution de l'opinion des chefs d'entreprise de Travaux Publics sur l'activité du trimestre

Unité : solde d'opinion



Source : Enquête trimestrielle FNTPI/ INSEE

# Quel niveau d'activité aujourd'hui ? DANS L'INDUSTRIE DES CARRIÈRES ET MATÉRIAUX

## Production de béton prêt à l'emploi (BPE)

**+ 3,6 %**  
**de production de BPE**  
**entre nov. 2022 et janvier 2023**  
par rapport à novembre 2019  
et janvier 2020

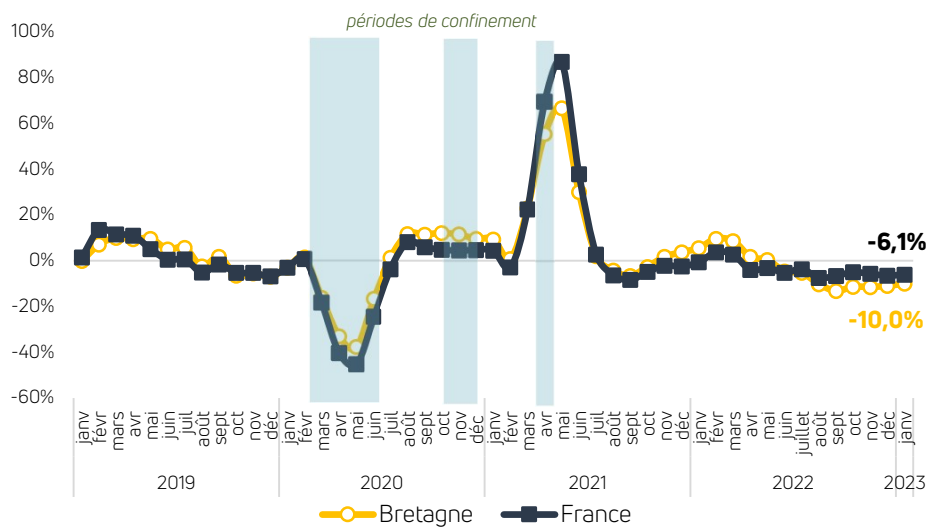
En Bretagne, la production de BPE s'est dégradée sur trois mois (de novembre 2022 à janvier 2023) par rapport à la période de novembre 2021 à janvier 2022 (-10,0%), plus fortement qu'au niveau national (-6,1%). Par rapport à novembre 2019 – janvier 2020, la production de BPE est en hausse (+3,6%), contrairement à la situation au niveau national en baisse par rapport à la situation d'avant-crise (-2,7%).

**-6,0 % de production de BPE**  
cumul 12 mois à fin janvier 2023

A fin janvier 2023, sur 12 mois glissants, la production bretonne de BPE est en baisse par rapport aux douze mois précédents (-6,0%), plus que la production nationale de BPE (-4,6%).

Evolution de la production de BPE sur trois mois glissants par rapport à la même période de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## Production de granulats

**-0,4 %**  
**de production de granulats**  
**entre nov. 2022 et janvier 2023**  
par rapport à novembre 2019  
et janvier 2020

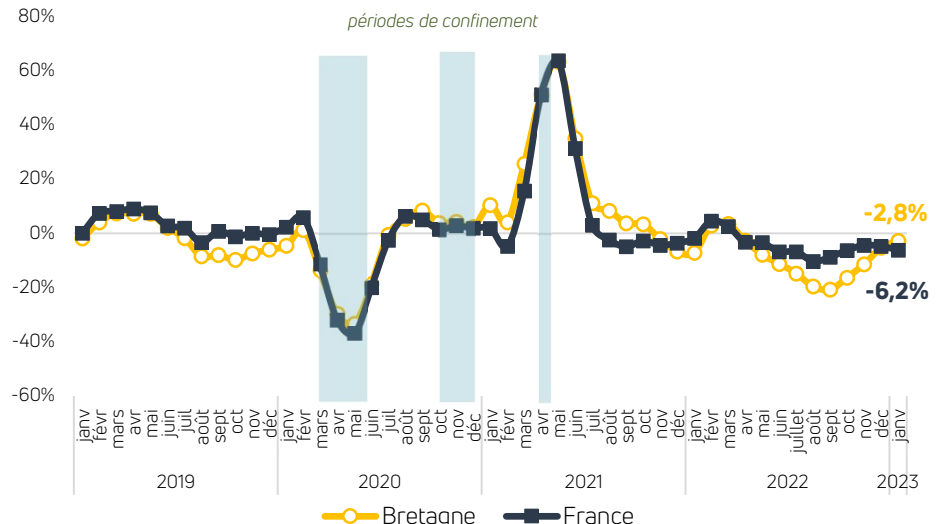
Sur 3 mois glissants, à fin janvier 2023, la production bretonne de granulats continue de baisser sur un rythme moindre que les mois précédents (-2,8% par rapport à la même période novembre 2021 – janvier 2022). Ce recul est moins important qu'au niveau national (-6,2%). Par rapport à la situation d'avant-crise (novembre 2019 – janvier 2020), la production bretonne de granulats est quasi-stable (-0,4%), tandis que la production au niveau national reste inférieure aux niveaux d'avant-crise (-6,4%).

**- 8,8 %**  
**de production de granulats**  
cumul 12 mois à fin janvier 2023

A fin janvier 2023, sur 12 mois glissants, la production bretonne de granulats enregistre un recul plus important (-8,8%) que la production nationale (-5,6%).

Evolution de la production de granulats sur trois mois glissants par rapport à la même période de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

# Quels impacts sur l'emploi et les entreprises ?

## L'EMPLOI

### L'emploi salarié dans la Construction

**+ 7,4 % de salariés dans la Construction au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019**

78 886 salariés ont été dénombrés au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 dans le secteur de la Construction en Bretagne, soit une progression de 1,3 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021.

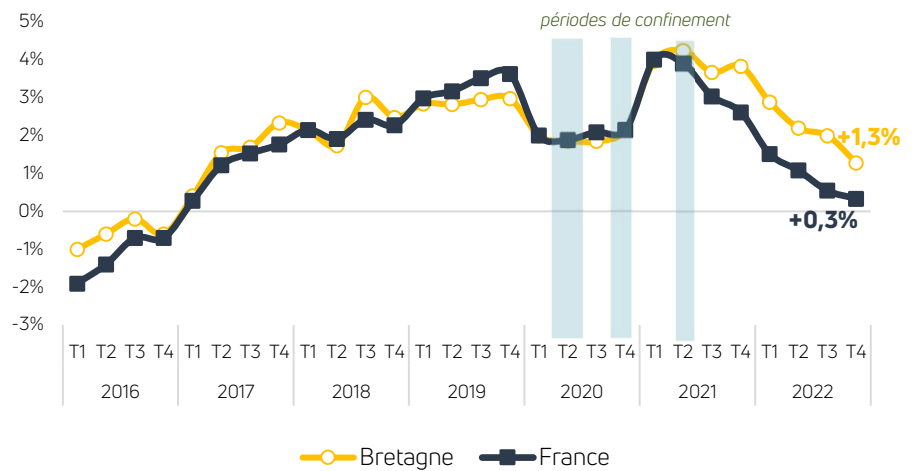
78 886 salariés ont été dénombrés au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 dans le secteur de la Construction en Bretagne, soit une progression de 1,3 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021.

Au niveau national, le nombre de salariés dans la construction est quasi-stable par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 (+0,3%).

Par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019, l'emploi salarié progresse fortement : +7,4% en Bretagne et + 5,1% en France.

Evolution trimestrielle du nombre de salariés dans la Construction par rapport au même trimestre de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : ACOSS – URSSAF (données cvs)

### L'emploi intérimaire dans la Construction

**- 0,7 % d'intérimaires dans la Construction entre nov 2022-janvier 2023 par rapport à la même période de 2021-2022**

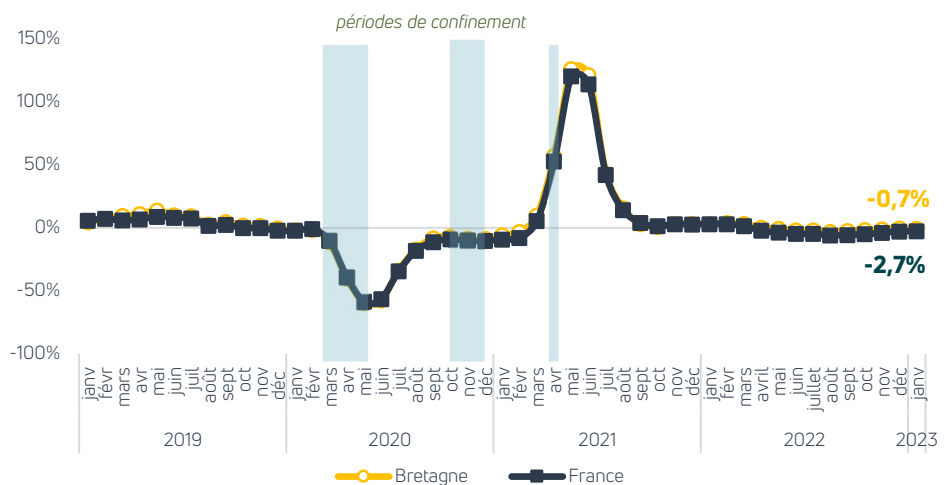
7 196 intérimaires en équivalent temps plein sont recensés dans le secteur de la Construction à fin janvier 2023 en Bretagne.

L'emploi intérimaire dans le secteur de la Construction est en léger recul en Bretagne (-0,7% sur trois mois par rapport à la même période de 2021 - 2022), baisse moins marquée qu'au niveau national (-2,7%).

Par rapport à la période novembre 2019 – janvier 2020, l'emploi intérimaire reste en-deçà des niveaux d'avant-crise (-1,4%), moins qu'au niveau national (-8,1%).

Evolution du nombre d'intérimaires dans la Construction

Unité : 3 mois glissants, % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : DARES (données brutes)

# Quels impacts sur l'emploi et les entreprises ?

## L'EMPLOI

### Déclarations préalables à l'embauche

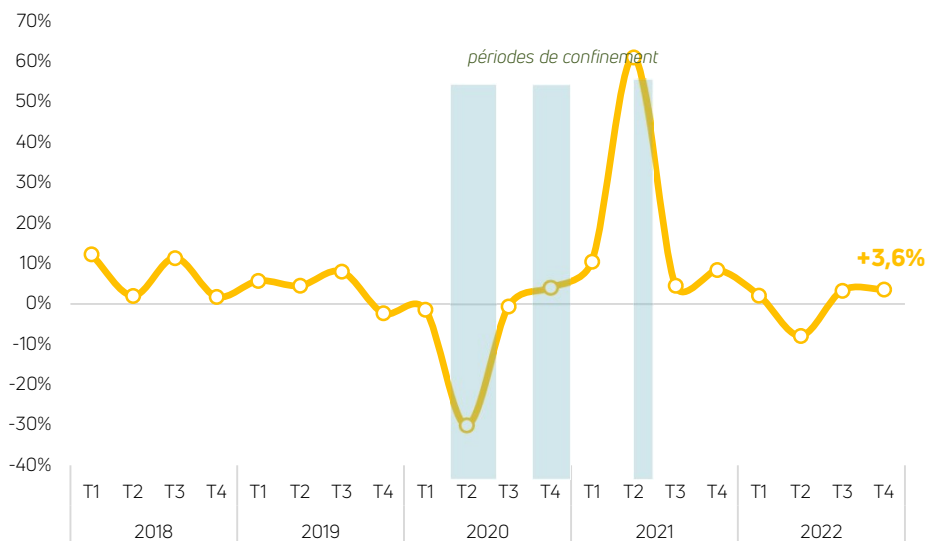
**+ 17 % de déclarations préalables à l'embauche dans le secteur de la Construction au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019**

7 893 déclarations préalables à l'embauche ont été effectuées au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022, dont 53% pour des CDI.

Les déclarations préalables à l'embauche dans le secteur de la Construction augmentent au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 (+3,6%). Elles dépassent également leur niveau d'avant la crise sanitaire : +16,5% par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019, quel que soit le contrat.

Evolution trimestrielle du nombre de déclarations préalables à l'embauche dans le secteur de la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : URSSAF (données brutes)

### Demandeurs d'emploi

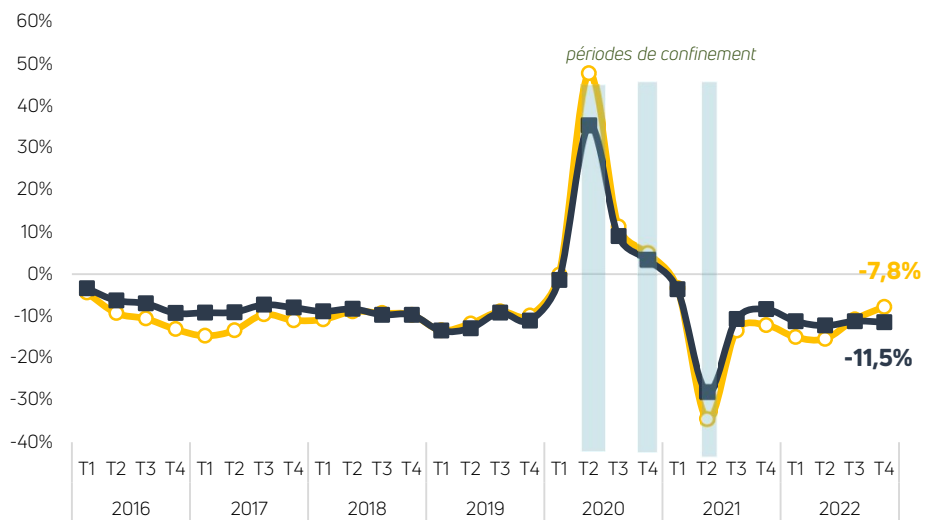
**- 14,9 % de demandeurs d'emploi (cat. A) recherchant un métier Construction à la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 par rapport à fin 4<sup>ème</sup> trimestre 2019**

7 706 demandeurs d'emploi de catégorie A (n'exerçant aucune activité) recherchant un métier dans la Construction sont recensés en Bretagne à fin décembre 2022. Ce nombre de demandeurs d'emploi est inférieur à celui observé à la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 (-7,8%), baisse moins prononcée qu'au niveau national (-11,5%). Tous secteurs économiques, le nombre de demandeurs d'emploi est également en baisse, sur un rythme similaire à celui observé dans le secteur de la construction (-7,8%) en Bretagne.

Par rapport à la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi recherchant un métier Construction inscrits en Bretagne recule de 14,9 %, baisse moins importante que tous secteurs confondus (-16,8%).

Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi en fin de mois en catégorie A dans la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



—○— Bretagne —■— France

Source : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail) (Données brutes)



# Quels impacts sur l'emploi et les entreprises ?

## LA DYNAMIQUE DES ENTREPRISES

### Créations d'entreprises

**+ 32,1% de créations d'entreprises de la Construction au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019**

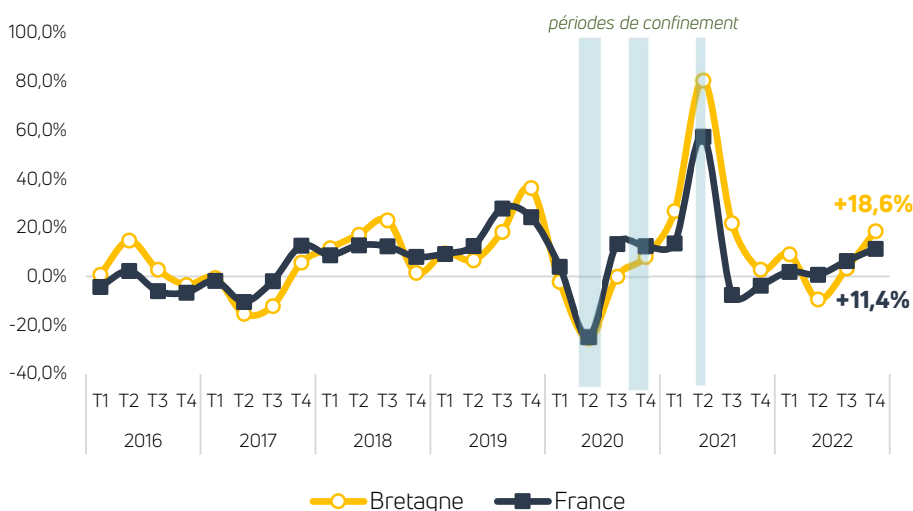
Au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022, 987 créations d'entreprises ont été enregistrées en Bretagne dans le secteur de la construction, dont 50 % concernent des micro-entrepreneurs.

Ce nombre de créations est en augmentation par rapport à celui observé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 (+18,6%). Par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019, il a également augmenté de 32,1%.

Au niveau national, les créations d'entreprise au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 sont également plus importantes qu'au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 (+11,4%) et qu'au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 (+20,8%).

#### Evolution trimestrielle des créations d'entreprises de la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : INSEE (données brutes)

### Défaillances d'entreprises

**+ 1% de défaillances d'entreprises au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019**

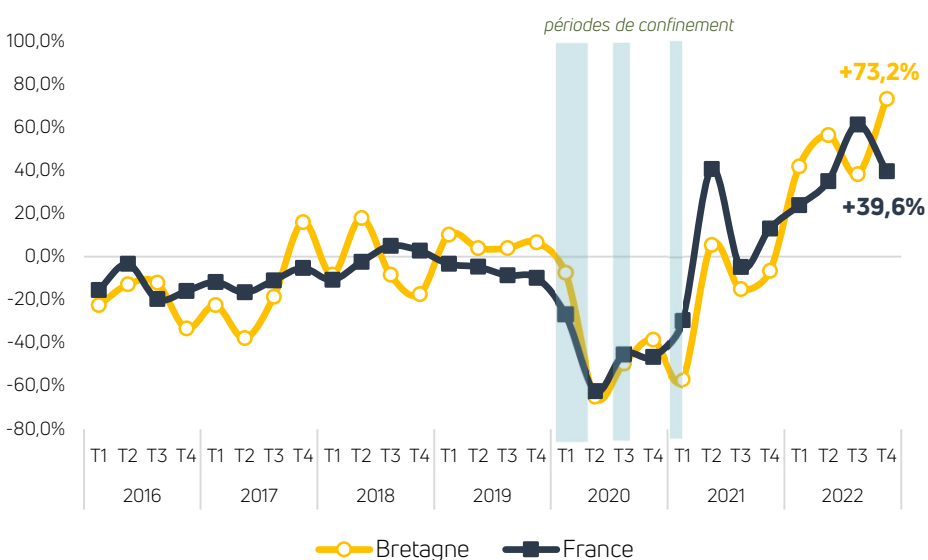
La Banque de France recense 97 entreprises du secteur de la Construction sous le coup de procédures judiciaires au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 en Bretagne.

Par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021, le nombre de défaillances d'entreprises de la construction est en hausse de 73,2%. Au niveau national, cette hausse est moins prononcée (+39,6%) par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021.

Par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019, le nombre de défaillances d'entreprises est quasi-équivalent (+1%) alors qu'il baisse de 15,5 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 au niveau national.

#### Evolution trimestrielle du nombre de défaillances d'entreprises de la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Banque de France (données brutes)



# Quelles perspectives de relance pour la filière Construction ?

## L'ACTIVITE DANS LE BÂTIMENT

### Prévision d'activité sur le marché de l'entretien-rénovation

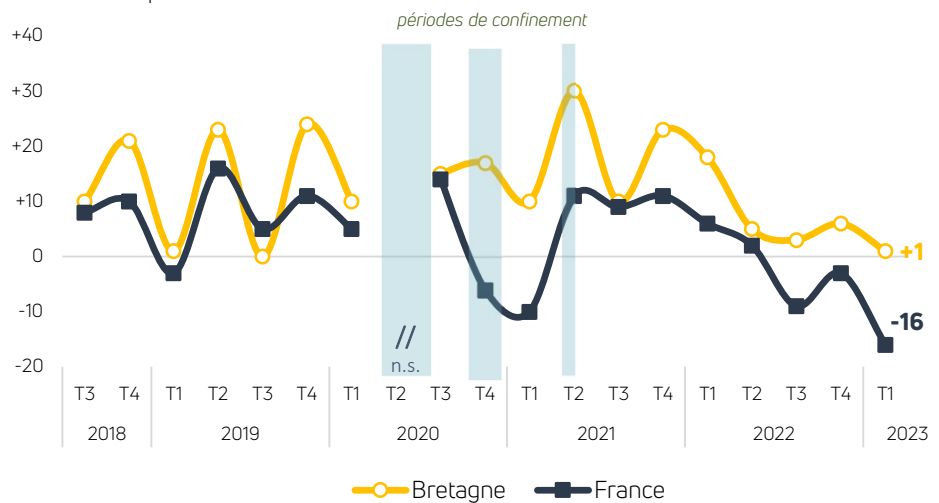
**+ 1 : solde d'opinion sur l'activité prévue en entretien-rénovation pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2023**

Avec une part d'entreprises anticipant une hausse de leur montant de facturation moins importante qu'au trimestre précédent, le solde d'opinion diminue par rapport au trimestre précédent (+1 contre +6 au trimestre précédent) en Bretagne.

Au niveau national, les perspectives se dégradent très fortement (-16 contre -3 au trimestre précédent). L'écart entre les soldes d'opinion aux niveaux régional et national continue d'augmenter (-17 contre -9 au trimestre précédent).

#### Prévision d'activité en entretien-rénovation

Unité : solde d'opinion



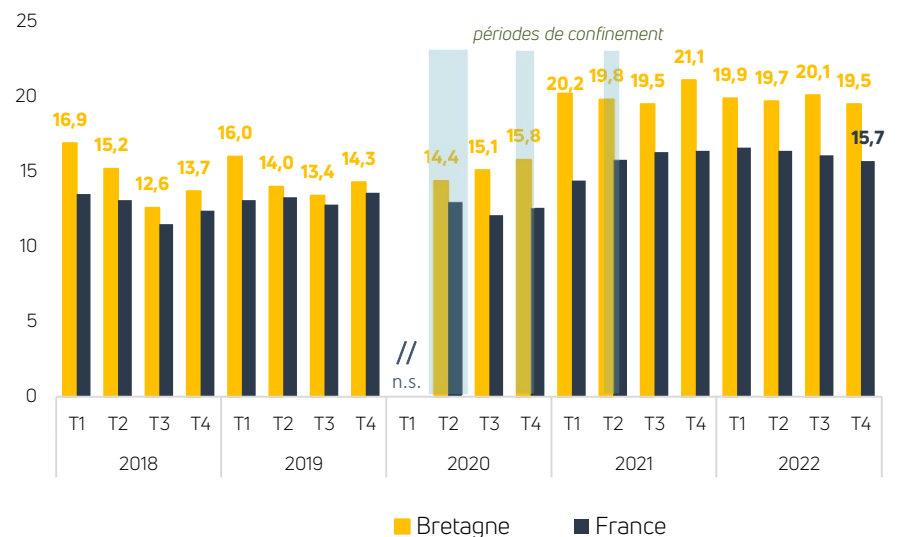
### Evolution des carnets de commandes en entretien-rénovation

**-0,6 semaine de carnets de commandes en entretien-rénovation à la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022**

A la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022, les carnets de commandes en entretien-rénovation diminuent par rapport au trimestre précédent, représentant 19,5 semaines de travail garanties en Bretagne (contre 20,1 semaines au trimestre précédent). Au niveau national, les carnets de commandes sont également moins remplis au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 (15,7 semaines contre 16,1 semaines au trimestre précédent).

#### Évolution des carnets de commandes en entretien-rénovation

Unité : nombre moyen de semaines



Source : FFB - Enquête Cellule Economique de Bretagne, Réseau des CERC

# Quelles perspectives de relance pour la filière Construction ?

## L'ACTIVITE DANS LES TRAVAUX PUBLICS

### Prévision d'activité

**- 45 : solde d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leur activité future au 1<sup>er</sup> trimestre 2023**

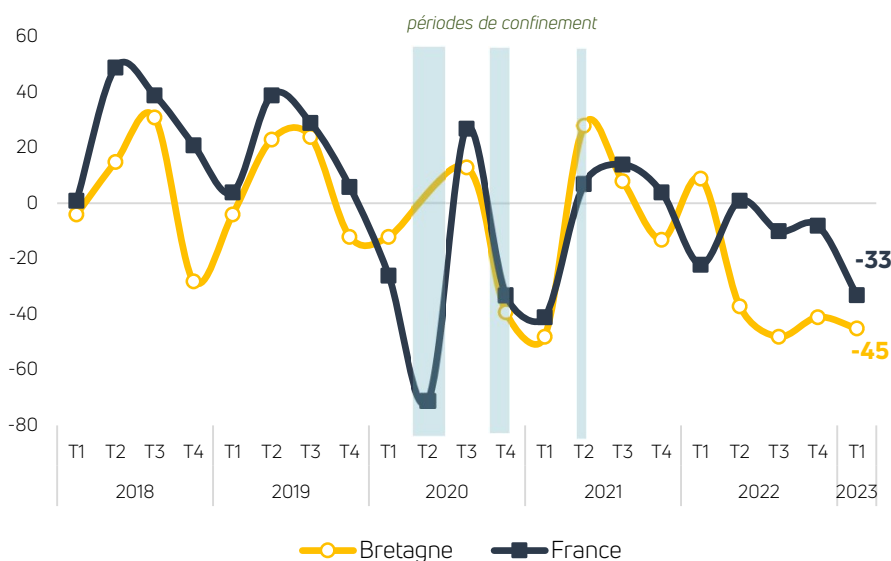
Les prévisions d'activité pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 restent à la baisse selon les chefs d'entreprise TP bretons (-45 de solde d'opinion). Ils sont plus nombreux qu'il y a trois mois à anticiper une baisse de leur activité plutôt qu'une hausse. Cette détérioration des opinions touche particulièrement l'activité avec les collectivités locales. Au niveau national, la situation est dégradée également pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 (-33 de solde d'opinion), mais moins fortement qu'en Bretagne.

**+2 : solde d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leurs effectifs futurs**

Les perspectives d'emploi sont légèrement positives pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 (+2 de solde d'opinion contre -11 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022).

Evolution de l'opinion des chefs d'entreprise de Travaux Publics sur leur activité future

Unité : solde d'opinion



Source : Enquête trimestrielle FNTPI/ INSEE

### Evolution des carnets de commandes

**4,2 mois de carnets de commandes à la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022**

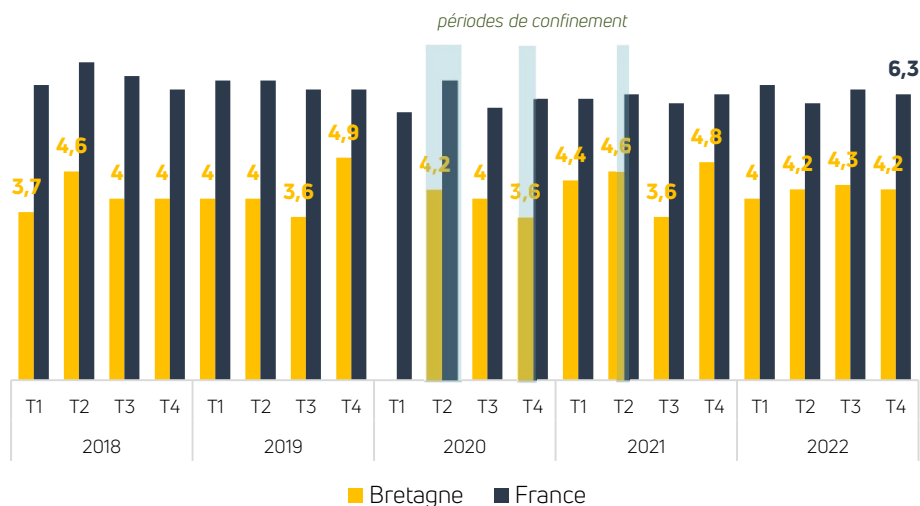
Les carnets de commandes des entreprises bretonnes de Travaux Publics s'établissent à 4,2 mois à fin décembre 2022. Par rapport au trimestre précédent, les carnets de commandes sont quasi-stables. Au niveau national, ils restent toujours plus garnis qu'en Bretagne (6,3 mois).

Les carnets de commandes sont toujours jugés par les chefs d'entreprise TP bretons à un niveau inférieur à la normale, mais de façon moindre qu'au trimestre précédent (- 28 de solde d'opinion contre - 34 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022).

**- 28 : solde d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leurs carnets de commandes au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022**

Evolution des carnets de commandes des entreprises de Travaux Publics

Unité : nombre moyen de mois de travail assuré



Source : Enquête trimestrielle FNTPI/ INSEE

# Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

## LA COMMANDE PUBLIQUE

La commande publique représente 50 % de l'activité totale dans les Travaux Publics et environ 20 % de celle du Bâtiment. Les appels d'offres sont annonciateurs des futurs chantiers pour les entreprises de la Construction. Il s'agit de leviers indispensables à l'activité économique du secteur de la construction dans les territoires.

### ● Marchés de travaux de Bâtiment

**+13,1 % de marchés de travaux publiés en décembre 2022**

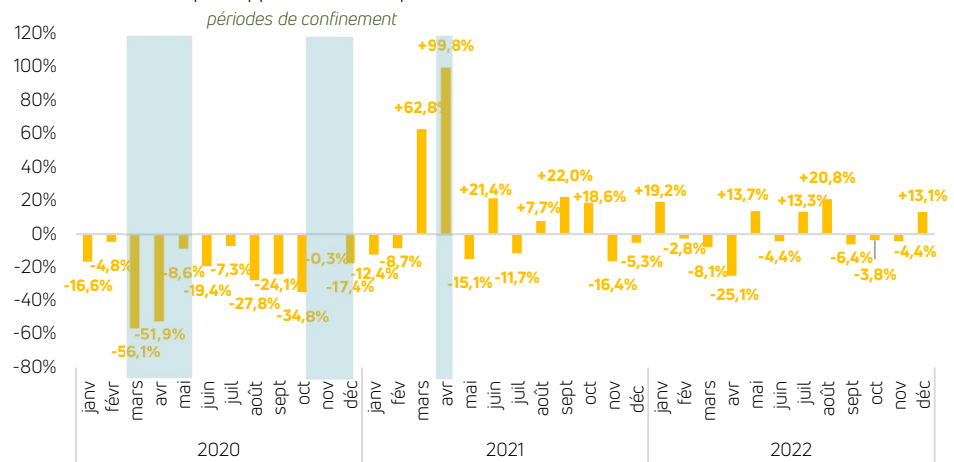
par rapport à décembre 2021

En décembre 2022, le nombre de marchés de travaux Bâtiment publiés est en hausse de 13,1% par rapport au mois de décembre 2021.

En 2022, le nombre de marchés de travaux Bâtiment publiés est stable (-0,4%) par rapport à 2021. Si on compare par rapport à la période mars 2019-février 2020 (avant la crise sanitaire), les marchés de travaux Bâtiment publiés n'ont pas retrouvé les niveaux d'avant crise (-15,8%).

Évolution mensuelle du nombre de marchés publiés pour des travaux de Bâtiment en Bretagne

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Vecteur Plus – traitement : Cellule Economique de Bretagne

### ● Marchés de travaux de Travaux Publics

**- 7 % d'appels d'offres remis en mars 2023**

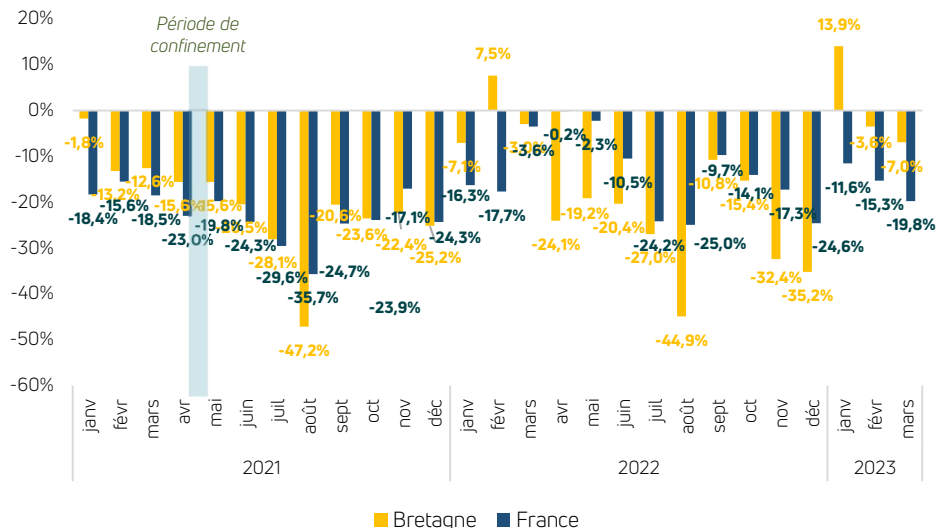
par rapport à la moyenne mars 2018 et 2019

En mars 2023, le nombre d'appels d'offres remis dans le secteur des Travaux Publics est inférieur de 7% à la moyenne des mois de mars 2018-2019 en Bretagne (contre -19,8% au niveau national).

Sur 12 mois glissants, à fin mars 2023, le niveau moyen des appels d'offres remis dans le secteur des Travaux Publics en Bretagne est inférieur de 18,0 % à la moyenne des périodes précédentes (avril 2018 – mars 2019 et avril 2019 à mars 2020). Au niveau national, cette baisse est encore plus marquée (-22,3 %).

Evolution du nombre d'appels d'offres remis dans le secteur des Travaux Publics

Unité : % d'évolution mois 2023 par rapport à la moyenne du même mois 2018-2019



Source : FRTP - Vecteur Plus

# Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

## LA COMMANDE PUBLIQUE

### Marchés de maîtrise d'œuvre Bâtiment et Travaux Publics

#### Stagnation des marchés publics de maîtrise d'œuvre pour des travaux BTP publiés en décembre 2022 par rapport à décembre 2021

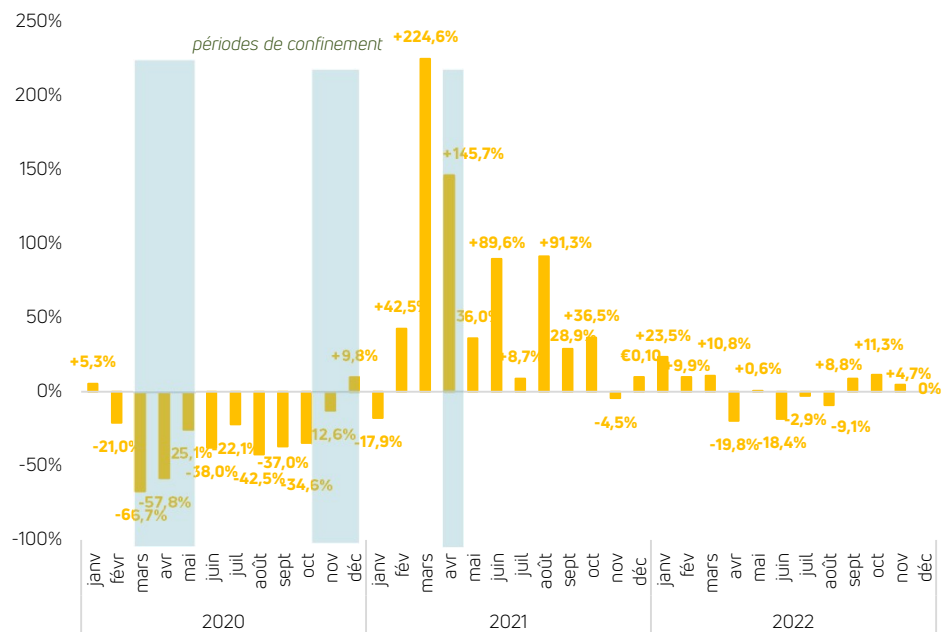
Le nombre de marchés publics de maîtrise d'œuvre (y compris concours) pour des travaux BTP publiés en Bretagne est identique en décembre 2022 à celui publié il y a un an à la même période.

Comparativement au niveau de décembre 2019, le nombre de marchés publics de maîtrise d'œuvre pour des travaux BTP est, par contre, en hausse (+20,5%).

En 2022, le nombre de marchés publics de maîtrise d'œuvre est en légère augmentation (+0,7%) par rapport à 2021. Si on compare par rapport à la période mars 2019 – février 2020 (avant la crise sanitaire), les marchés publics de maîtrise d'œuvre publiés sur l'année 2022 sont également en légère hausse (+1,6%).

#### Évolution mensuelle du nombre de marchés publics de maîtrise d'œuvre pour des travaux BTP en Bretagne

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Vecteur Plus – traitement : Cellule Economique de Bretagne

# Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

## LA COMMANDE PRIVÉE

### Autorisations de logements neufs

**- 36,6 %**  
**de logements autorisés**  
**entre déc. 22 et février 2023**  
 par rapport à  
 décembre 2021 et février 2022

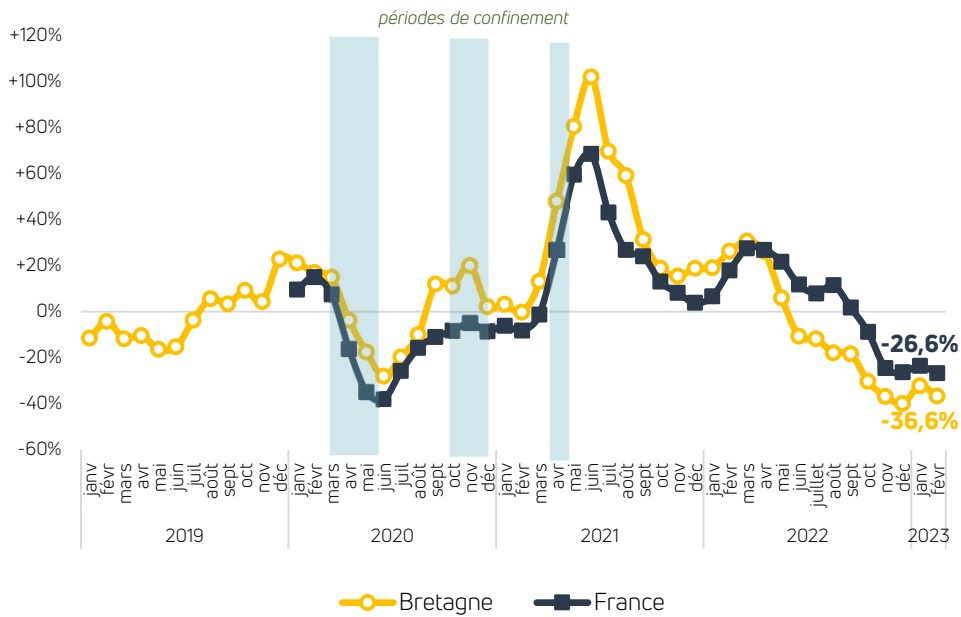
Sur trois mois glissants (de décembre 2022 à février 2023), le nombre de logements autorisés est en recul de 36,6 % par rapport à la période de décembre 2021 à février 2022. Au niveau national, la situation est moins dégradée (-26,6%). Par rapport à la période de décembre 2019 à février 2020, le nombre de logements autorisés en Bretagne est également en diminution : -20,0%.

Sur 12 mois glissants, à fin février 2023, le nombre de logements autorisés est en baisse de 22,2 % par rapport aux douze mois précédents (contre -13,1% il y a un mois). La Bretagne affiche toujours l'évolution la plus négative au niveau national. L'évolution nationale (-5,0%) s'explique par un recul très net de la demande sur le marché de la maison individuelle pure.

Les autorisations de logements individuels purs continuent de baisser (-32,0%), comme au niveau national. C'est également le cas pour le nombre de logements collectifs ou en résidence autorisés en Bretagne (-1,1%) alors qu'il augmente au niveau national (+9,2%). Ce mois-ci, le nombre d'autorisations de logements individuels groupés est également en baisse en Bretagne (-15,4%) tandis qu'au niveau national, une stagnation est enregistrée (+0,2%).

Evolution sur trois mois glissants du nombre de logements autorisés par rapport à la même période de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin février 2023

### Surfaces autorisées de locaux neufs

**+29,9 % de surfaces autorisées**  
**de locaux neufs**  
**entre déc. 22 et février 2023**  
 par rapport à décembre 2021  
 et février 2022

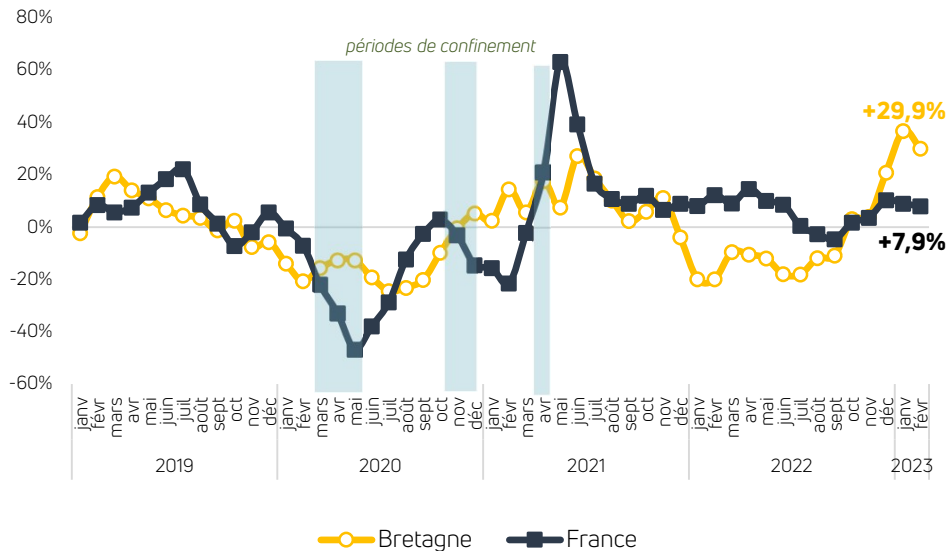
Sur trois mois glissants (décembre 2022 à février 2023), les surfaces autorisées de locaux en Bretagne sont supérieures aux niveaux enregistrés au cours de la même période de 2021-2022 (+29,9%), bien plus qu'au niveau national (+7,9%).

A fin février 2023, sur 12 mois glissants, les surfaces autorisées sont quasi-stables par rapport aux douze mois précédents (+0,3%), alors qu'elles progressent au niveau national (+4,3%).

La bonne orientation de la demande dans le secteur privé non agricole (notamment en commerces) et en équipements publics a permis de compenser les fortes baisses sur le marché des bâtiments agricoles, premier marché en nombre de m2 autorisés en Bretagne.

Evolution sur trois mois glissants des surfaces autorisées de locaux par rapport à la même période de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date de prise en compte

# Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

## LA COMMANDE PRIVÉE

### Promotion immobilière : Logements neufs réservés à la vente

**- 45 % de logements neufs réservés à la vente (ou vendus) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022**

par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019

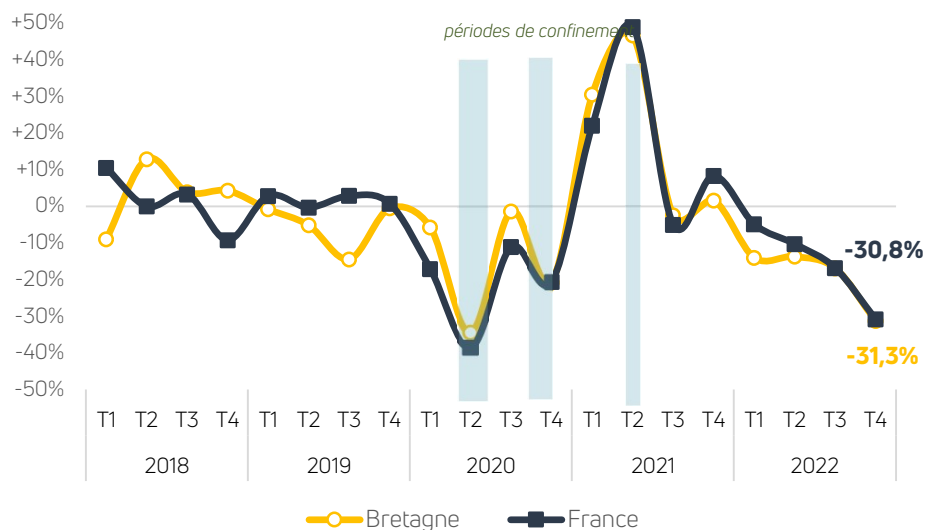
Au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022, 941 logements neufs (individuels groupés et collectifs) ont été réservés à la vente (ou vendus) en Bretagne : ce niveau de ventes est inférieur de 31,3 % au niveau du 4<sup>ème</sup> trimestre 2021.

Par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 (avant-crise), les ventes sont également en fort recul : -45% en Bretagne.

Au niveau national, les ventes ont diminué de 30,8 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 et de 40 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019.

Evolution du nombre de logements individuels groupés et collectifs réservés à la vente par rapport au même trimestre de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : ECLN

### Promotion immobilière : Logements neufs mis en vente

**- 39 % de logements neufs mis en vente au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022**

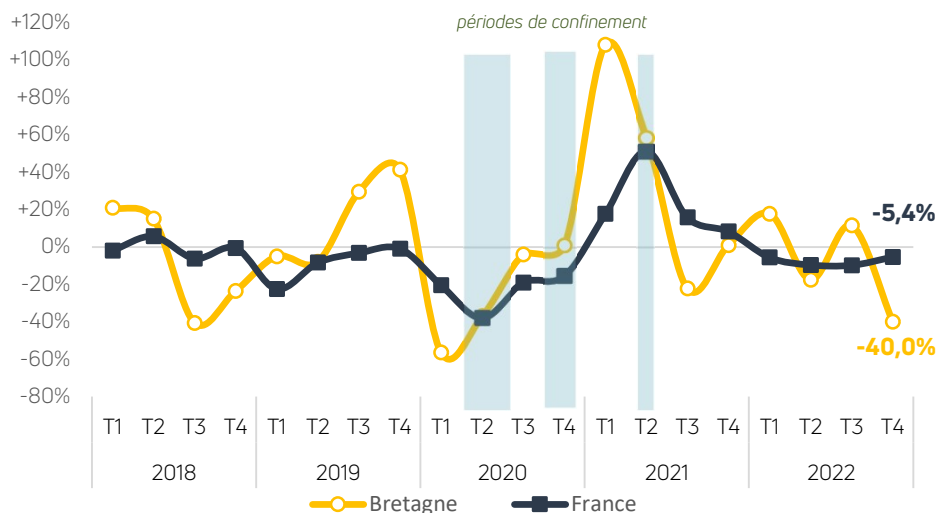
par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019

831 logements neufs (individuels groupés et collectifs) ont été mis en vente au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 en Bretagne, en baisse de 40 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 et de 39 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019.

Au niveau national, le nombre de logements mis en vente reste orienté à la baisse au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 (-5,4% par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 et -13,1% par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019), ceci sur l'ensemble des marchés.

Evolution du nombre de logements individuels groupés et collectifs mis en vente par rapport au même trimestre de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : ECLN

## Annexe : Lancement des nouveaux contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 »

Le mercredi 5 avril, le Ministre du Logement, Olivier Klein, a réuni les préfets de départements pour le lancement de la démarche « Engagements Quartiers 2030 ». Cette nouvelle génération de contrats de ville entrera en vigueur le 1er janvier 2024 et reposera sur trois piliers : un zonage actualisé, une participation citoyenne ravivée et une contractualisation resserrée.

Le but de ces contrats est d’imaginer des outils locaux plus souples et adaptables aux territoires et à leur évolution. La collecte de la parole des habitants suivie de son inscription dans les contrats de ville constitueront le socle citoyen de Quartiers 2030. C’est dans ce sens qu’une commission « participation citoyenne des quartiers » a été lancée par le ministre du Logement le 6 mars dernier, composée d’habitants, d’acteurs associatifs, de professionnels et d’élus. Les préfets engageront des échanges à ce sujet prochainement avec les élus locaux.

L’autre ambition des nouveaux contrats de ville est d’engager « des financements pluriannuels sur des priorités resserrées ».

Source : Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires

Sources utilisées dans cette note : Enquête GIE-Réseau des CERC-Cellule Economique de Bretagne, FFB-FRB, FNTP-FRTP, CAPEB, UNICEM, SDES, Sit@del2, INSEE, ECLN, Vecteur Plus, Banque de France, Pôle Emploi, DARES, AcoSS-URSSAF, STMT, DREAL Bretagne

### Avec le concours des membres de la Cellule Economique de Bretagne :

#### Membres fondateurs :



#### Membres de droit :

Préfecture de la région Bretagne  
Conseil régional de Bretagne  
Trésorerie Générale  
Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)

Direction Régionale de l’Alimentation, de l’Agriculture et de la Forêt de Bretagne (DRAAF)  
Conseil Economique, Social et environnemental régional de Bretagne (CESER)

Banque de France  
Direction Régionale de l’Economie, de l’Emploi, du Travail et des Solidarités de Bretagne (DREETS Bretagne)

#### Membres actifs :

Aro HLM Bretagne  
Banque du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP Banque)  
Confédération de l’Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB)  
Confédération de l’Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment du Finistère  
Conseil de l’Ordre des Architectes de Bretagne

Crédit Mutuel Arkéa  
ENEDIS - Direction régionale Bretagne  
Fédération du BTP des Côtes d’Armor  
Fédération du BTP du Finistère  
Fédération du BTP d’Ille & Vilaine  
Fédération morbihannaise du BTP  
Fédération Ouest SCOP BTP  
Fibois Bretagne  
FNAIM Bretagne

Rennes Métropole  
Syndicat des négociants en matériaux de construction de Bretagne